

## R.F.A. l'avancée des idées autogestionnaires

La conception de l'autogestion commence à percer dans la gauche ouest-allemande. Si, dans le passé, les expériences négatives avec la Mitbestimmung (cogestion) ont amené beaucoup de militants à refuser toute réflexion sur les décisions relevant de la compétence des capitalistes, on pose aujourd'hui de plus en plus consciemment la question de la «réappropriation» par les travailleurs des centres de décisions dans les entreprises. En outre, l'autogestion n'est plus une notion se limitant seulement aux petites coopératives de la «scène alternative», elle est employée explicitement pour l'industrie et les entreprises capitalistes.

D'où vient ce changement important ? Probablement c'est une combinaison de plusieurs facteurs qui l'a provoqué : faillite des stratégies syndicales traditionnelles face à la crise, aspiration des mouvements alternatifs à l'auto-organisation des personnes concernées par un problème précis, nouveaux critères économiques et politiques formulés par les mouvements écologiste et pacifiste, influence de l'expérience polonaise... Quoi qu'il en soit, on assiste actuellement en RFA à une montée de l'idée de l'autogestion, qui se concrétise par la publication de nombreux livres sur les expériences anglaises (Lukas Aerospace), Yougoslave et polonaise, et par une réflexion de plus en plus explicite et précise sur les problèmes de l'autogestion.

C'est ainsi qu'au contact entre les mouvements écologiste et pacifiste et les syndicats, des militants ouvriers commencent à réfléchir sur la reconversion des entreprises d'armement ou des entreprises menacées de fermeture et dont la production ne correspond pas à des critères écologistes. Cette démarche est partiellement soutenue par le syndicat IGMetall et elle influence beaucoup les discussions notamment à l'intérieur du parti vert, dont certains militants ouvriers sont à l'initiative de ces nouvelles expériences. Les verts discutent actuellement de l'adoption d'un programme économique proposant, entre autres, la relance de l'économie par des investissements alternatifs, avec le «but de l'autogestion». Dans le projet pour ce programme, élaboré par une commission de leur direction régionale de Rhénanie-Westfalie, ils notent : «Nous, les verts, savons que l'autogestion des entreprises ne peut être réalisée que par le mouvement ouvrier lui-même. C'est pourquoi nous soutenons des formes d'action de la base ouvrière comme les grèves spontanées et les occupations d'usine : c'est dans celles-ci que se développe la résistance des travailleurs contre la domination aliénante des entrepreneurs. Un mouvement pour le travail autogéré, un nouveau mouvement économique, a besoin des syndicats ; ceux-ci ont cependant besoin d'être démocratisés». Propos qui peuvent surprendre de la part des écologistes, mais qui montrent bien l'évolution de leurs positions.

De même que les verts, les socialistes démocratiques (scission de gauche du SPD avec 2000 militants) commencent à formuler — d'une manière encore abstraite, il est vrai — la perspective de l'autogestion. Dans leur texte appelé «Positions minimales pour la participation aux élections anticipées», où ils se prononcent sous certaines conditions pour une participation sur les «listes ouvertes» des verts, ils notent : «Au-delà de ces propositions programmatiques et d'action, les socialistes démocratiques soulignent leur identité spécifiquement socialiste, notamment leur perspective d'une société qui ne suivrait plus la logique du profit, mais qui éviterait l'impasse d'une étatisation bureaucratique, et dont les fondements réels seraient une authentique socialisation des moyens de production et une autogestion démocratique sur tous les niveaux.»

Fait plus surprenant : le Kommunistische Bund Westdeutschland (KBW), autrefois l'une des organisations maoïstes les plus virulentes, mais qui a perdu beaucoup d'influence et de militants ces dernières années, semble également s'occuper sérieusement des théories sur l'autogestion, en partant notam-



ment de l'expérience polonaise. Ainsi le KBW n'est non seulement actif dans la solidarité avec Solidarnosc, il publie également des textes contribuant à l'élaboration d'une position sur l'autogestion. Exemple : des cahiers d'étude publiés par le KBW en Hesse sur «l'histoire de la lutte pour la commune», rassemblant des textes de la révolution française, de la commune de Paris, de la République de Weimar et de la période de la fondation de la RFA, soulignant le rôle de la lutte pour une autogestion municipale dans le cadre de la lutte pour le changement de la société entière.

A ces exemples nous ajoutons, dans la suite, deux petits articles. L'un concerne le congrès sur «l'avenir du travail» à Bielefeld, l'autre les initiatives visant la reconversion d'entreprises d'armement. Nous nous proposons de revenir sur le problème des «investissements alternatifs» dans un prochain numéro de SDS.

A. Berger

## L'avenir du travail en question

Un congrès sur «l'avenir du travail» rassemblant la quasi totalité des courants situés à gauche de Helmut Schmidt a permis début octobre 82 à Bielefeld, dans le nord de la RFA, de vérifier la volonté de ces courants de renforcer le dialogue entre eux et d'engager un débat avec le mouvement syndical.

Pendant trois jours, plus de deux mille militants des mouvements écologiste et pacifiste, du parti vert, des jeunes socialistes et libéraux (Jusos et Judos), des socialistes démocratiques, des listes alternatives et du petit PC pro-Moscou ont discuté avec des syndicalistes de base de toutes les branches, dans le but de «concevoir une politique économique d'en bas», développant des conceptions alternatives pour la lutte contre le chômage, tout en tenant compte des exigences écologiques. Cet échange riche et parfois très controversé a permis de dégager un certain consensus sur la nécessité de lier la lutte contre le chômage et celle contre la destruction de l'environnement, notamment en préconisant une réduction du temps de travail hebdomadaire à 35 heures, des plans d'investissements alternatifs, la reconversion de l'industrie d'armements, des changements dans les conditions et les contenus du travail et le refus des mesures d'austérité du nouveau gouvernement de centre-droite.

Pendant une journée entière, des groupes de travail ont débattu

- des projets alternatifs,
- du chômage,
- du temps libre et de la diminution du temps de travail,
- de la reconversion des entreprises d'armement,
- de l'avenir de la technique et des nouvelles technologies,
- des nouveaux médias,
- du partage de travail international et du Tiers Monde,
- des problèmes des jeunes,
- des femmes,
- des immigrés,
- des handicapés,
- d'une politique municipale alternative,
- de finances, devises et impôts,
- de programmes d'investissements alternatifs,
- des différentes branches industrielles,
- et des régions.

Le congrès de Bielefeld devait notamment permettre au parti vert de préparer l'élaboration d'un programme économique qui sera adopté par son prochain congrès en février. D'après son représentant, Klaus Timpe, cela devra contribuer à ce que les verts ne soient plus considérés comme «un parti se limitant uniquement aux problèmes écologiques». Ceci pourrait faciliter un rapprochement avec le SPD et le quotidien alternatif «die tageszeitung» (TAZ) voit même des bases objectives pour un tel rapprochement dans le développement actuel de la crise économique en RFA : car dans les crises précédentes, explique le TAZ, la relance s'est effectuée grâce aux exportations de la RFA. Or, en 1982 on assiste pour la première fois à une augmentation des exportations, sans que cela ait des effets positifs sur la demande intérieure. Le quotidien alternatif se demande par conséquent, si les propositions des verts visant à des dépenses écologiques ne pourraient pas créer une nouvelle

demande intérieure, dans le cadre d'une «conception politique et économique d'ensemble qui serait une véritable alternative à l'austérité néo-libérale à la Thatcher et Reagan».

A cela correspond la position de Winfried Kretschmann, député des verts dans le Bade-Wurtemberg, qui se prononce pour une «alliance stratégique avec le SPD», basée sur un «réformisme vert». Selon des sondages, effectués dans le land Hesse, 42 % des électeurs du SPD et 79 % des électeurs des verts souhaitent une collaboration entre leurs deux partis. Le congrès de Bielefeld a cependant illustré qu'il existe une série d'obstacles et que le rapprochement ne peut s'effectuer que lentement, d'autant plus que l'on vient de loin : les organisateurs n'ont pas manqué de rappeler que le slogan de l'industrie «l'écologie menace l'emploi» a souvent été repris par les syndicats et le SPD, faisant apparaître une division profonde entre mouvements ouvrier et pacifiste.

A cela s'ajoute un véritable clivage culturel. Au sein du milieu écologiste et alternatif il existe toujours des réticences à une collaboration avec le mouvement ouvrier, notamment chez ceux qui travaillent dans l'entraide, à domicile ou dans les petits collectifs autogérés qui se sont créés en marge de la société. Ceux-ci qualifient notre société comme «dualiste» : ils considèrent qu'une stratégie de transformation de cette société devrait se fonder sur l'extension du travail autogéré dans le «secteur informel», celui non comptabilisé pour le produit national brut, tout en ignorant plus ou moins ce qui se passe dans le «secteur institutionnel» celui de la production capitaliste. Ceci a servi à la droite du SPD à diffamer l'ensemble des mouvements contestataires, en parlant d'«Aussteiger» (ceux qui se retirent de la société), qui «isolent les intérêts localistes des besoins de la société toute entière», comme l'a formulé le professeur Richard Löwenthal, théoricien de la droite du SPD. Mais au congrès de Bielefeld, les défenseurs des conceptions de «société dualiste» se sont retrouvés en minorité face, notamment aux courants marxistes et féministes.

Le fait réellement nouveau c'est qu'à Bielefeld ces différentes conceptions ont été discutées dans une atmosphère constructive, et qu'il s'est dégagé un consensus dans le sens que le chômage et la destruction de la nature ont des racines communes nécessitant une collaboration entre mouvements écologiste et ouvrier. L'absence de représentants officiels des syndicats, contrastant d'ailleurs avec la présence massive de syndicalistes de base et de responsables régionaux, a été regrettée par les participants, mais elle s'explique peut-être par la méfiance traditionnelle de l'appareil syndical par rapport à ce genre de réunions.

C.T.

## des syndicalistes pour la reconversion des entreprises d'armement

En 1980, la production et la livraison de sous-marins pour la dictature chilienne par les chantiers navals de Kiel (HDW) devait être suspendue pour des raisons politiques. Ceci a déclenché une grève de travailleurs de chez HDW, demandant l'exécution de la commande.

Cette grève fut un signal d'alarme pour les écologistes et pacifistes : ne montrait-elle pas que le mouvement syndical risquait de défendre des objectifs diamétralement opposés aux

leurs ? C'est pourquoi un groupe de syndicalistes critiques, motivés par les idées écologistes et pacifistes, s'est mis en place dans une entreprise voisine, chez MAK, pour se mêler de la gestion de l'entreprise. Ce groupe, qui est officiellement reconnu et soutenu par le syndicat IGMetall, se bat contre l'extension du secteur militaire chez MAK, filiale de Krupp qui construit notamment le char Léopard 2. Il a obtenu le maintien de la construction de locomotives et la création de postes pour la recherche de nouveaux produits que MAK pourrait envisager de fabriquer.

Par la suite, d'autres groupes de travail se sont mis en place dans d'autres entreprises d'armement de l'Allemagne du Nord, notamment chez Blohm + Voss à Hambourg (chantiers navals) et chez VFW à Brême (aviation). Il s'agit là des premières expériences autogestionnaires dans l'industrie ouest-allemande.

Ces cercles de travail sont formés par des militants syndicaux, pour la plupart Vertrauensleute (sorte de délégués d'atelier). L'intérêt de ces expériences ne réside pas seulement dans les idées concrètes développées par les syndicalistes critiques, mais aussi dans le soutien que le syndicat leur donne, dans l'utilisation de la cogestion pour faire avancer les initiatives et dans la collaboration avec les élus de gauche locaux ou régionaux. Ainsi, les conceptions alternatives développées par ces groupes de travail sont portées par les syndicalistes dans toutes les instances de la cogestion, dans les assemblées générales des travailleurs avec la direction, dans le comité d'entreprise, le comité économique et le conseil d'administration. De même, les travailleurs de chez MAK ont par exemple pris contact avec des élus de l'opposition social-démocrate du Land Schleswig-Holstein, en vue de faire promouvoir une conception alternative pour la circulation, favorisant le chemin de fer et donc la construction de locomotives. Les travailleurs de chez Blohm + Voss, quant à eux, ont développé des propositions pour l'installation d'un système de chauffage à distance pour la ville de Hambourg, à partir de centrales énergétiques d'après un modèle déjà construit par leur usine. Ils ont cherché la collaboration avec les élus de la liste verte et alternative (GAL) et du SPD, en vue de promouvoir ce projet.

Dans la recherche de nouveaux produits, les travailleurs de chez Blohm + Voss se sont notamment intéressés à la construction d'éoliennes montées sur des plates-formes devant le littoral, permettant d'utiliser la force du vent pour la production d'électricité. Ces engins, qui existent déjà aux États-Unis, pourraient être fabriqués chez Blohm + Voss à partir du savoir faire technique déjà acquis.

Par la suite nous publions la traduction d'un texte adopté par la majorité des 320 Vertrauensleute (délégués syndicaux d'atelier) de chez Blohm + Voss, servant à présenter le travail de leur cercle sur la production alternative.

A. B.

## déclaration de principe du comité de délégués de la firme Blohm-Voss sur le groupe de travail « production alternative »

Les syndicats ont toujours eu pour tradition de s'identifier aux objectifs antimilitaristes et de lutte pour la paix. D'où leur

devoir d'une part de contribuer à la détente et au désarmement, d'autre part de tenir compte de la sécurité de l'emploi pour les camarades ouvriers et ouvrières travaillant dans les industries d'armement. La sécurité de l'emploi et la réinsertion des camarades chômeurs et chômeuses prend, dans le contexte des 1 million et 700 000 chômeurs actuels (avec tendance ascendante de la courbe), une place centrale dans la politique syndicale.

On n'a cessé de reparler de l'élargissement de la production d'armements et de l'exportation des armes comme d'un moyen de restaurer le plein emploi. Slogan fort simple : « l'industrie des armes crée des emplois ». Mais il est au contraire prouvé que la production d'armements menace et supprime davantage d'emplois qu'il n'en crée.

A quoi il faut ajouter qu'un haut niveau d'armement favorise la possibilité et la prédisposition à résoudre par les armes les conflits sociaux et politiques. Un élargissement de la production d'armes entraîne un niveau accru d'armement et du danger de guerre.

C'est dans ce contexte que les conflits relatifs aux sous-marins chiliens de l'entreprise HDW de KIEL ont été, pour le Comité des délégués de BLOHM-VOSS, la dernière goutte d'eau pour décider la création du groupe de travail « Production alternative ». Nous exigeons des emplois sûrs et un travail ayant des finalités valables.

Blohm-Voss a dans les dernières années considérablement étendu la part des armements dans la production totale (à l'heure actuelle 70 % du chiffre d'affaires pour 50 % du personnel). Cependant que les effets positifs à court terme de cet accroissement sur l'emploi — effets limités d'ailleurs à l'entreprise elle-même à l'exclusion de toute autre entreprise en aval ou en amont — font illusion et dissimulent les conséquences économiques négatives à moyen terme.

Les emplois dans le domaine des armements sont frappés de précarité pour les raisons suivantes :

- Ils dépendent au plus haut point de décisions politiques brusques. En particulier dans le domaine de l'exportation, des commandes peuvent être rendues caduques du jour au lendemain, par exemple les sous-marins construits pour le Chili et l'Iran par HDW, mais également le programme de construction de frégates pour la Bundeswehr.
- Ils sont sujets à de fortes fluctuations, du fait que les carnets de commande très inégaux à l'échelle fédérale et des marchés internationaux très instables conduisent à des fluctuations considérables de l'emploi dans pratiquement tous les domaines de la production d'armements.
- Les investissements dans l'industrie d'armements créent moins d'emplois que dans toutes les autres branches.
- En outre la production d'armements menace les emplois de l'industrie civile, du fait que des moyens sont immobilisés pour l'armement, qui manquent dès lors à l'investissement dans des produits nécessaires pour l'industrie civile.

A côté de ces considérations relatives à l'emploi, il y a également des aspects sociaux et moraux qui jouent un rôle :

- Les dépenses d'État pour les armements ont des conséquences inévitables — et aujourd'hui particulièrement sensibles — au détriment des dépenses sociales.
- La production d'armements a un effet inflationniste et par conséquent agit au détriment des salaires réels. En effet les sommes dépensées pour les armements continuent de circuler, tandis que les produits ainsi fabriqués n'apparaissent pas dans les circuits écono-

paysans, employés de bas rang, petits industriels, petits commerçants et étudiants le soient eux-mêmes. Comme nous sommes convaincus que les hommes comme les peuples dépendent de leurs propres facultés pour se développer et progresser, nous nous battons pour que ce soit eux-mêmes qui décident et exécutent. Parce que décider et exécuter est incomplet, tout comme exécuter sans décider. Les hommes comme les peuples atteignent leurs plénitudes quand ils décident et exécutent. Alors on peut exiger d'eux d'être responsables. La méthode que nous avons employée pour aboutir à cette fin est celle du dialogue permanent avec les masses au moyen de l'Assemblée Populaire ; c'est là une pratique concrète de la démocratie et cela implique également notre organisation dans la vie interne.

**S.D.S. : Quel est le sens de la campagne «Chon» dans le contexte de la réforme politique initiée par le régime ?**

A dire vrai ce n'est pas une réforme politique mais une réforme électorale qu'a réalisé le secteur bureaucratique de la grande bourgeoisie. Ils ont procédé ainsi, c'est-à-dire ils ont soulevé un peu le couvercle pour que d'autres partis participent aux élections, en essayant de donner une image de démocratie qui leur servent pour contrôler l'opposition dans la société et légitimer le régime. Dans cette démocratie de fiction le peuple mexicain n'a jamais élu les autorités, oué ce qui revient au même, il a toujours été «annulé» du cadre de ces élections ; dans de telles circonstances les élections se réduisent à une farce où l'on gaspille des millions de pesos soustraits des deniers publics. Pour ces raisons nous avons eu recours à «Chon» pour annuler un acte inutile et préjudiciable au salarié mexicain. Nous avons choisi un âne, que nous avons baptisé «Chon», parce que l'âne est un animal lié à la vie de la population pauvre du Mexique. Il fut amené dans ce pays par les espagnols lors de la colonisation pour remplacer les indigènes dans la réalisation des tâches les plus ingrates qui avaient conduits ceux-ci à l'extinction.

**S.D.S. : Sur un plan plus général quelles sont les perspectives du courant indépendant ?**

A court terme les conditions économiques politiques et sociales favorisent le régime. Les salariés sont contrôlés par les organismes officiels : Confédération des Travailleurs du Mexique (CTM), Confédération Syndicale Paysanne (CNC), Confédération Paysanne Indépendante (CCI), le Congrès du Travail (CT), et la Confédération Nationale des Organisations Populaires (CNOP) ; dans ces circonstances, le courant indépendant est celui qui lutte pour la révolution politique, pour jeter les bases de la future révolution sociale.

**S.D.S. : Vous êtes partisans d'un parti ouvrier indépendant...**

Si nous sommes partisans d'un parti ouvrier indépendant dont le programme doit être d'un contenu éminemment prolétarien, c'est parce que l'indépendance est une condition indispensable pour que la classe ouvrière réalise effectivement les transformations sociales dont elle est porteuse. La dépendance, que ce soit vis-à-vis de la bourgeoisie de notre propre pays ou vis-à-vis des appareils bureaucratiques internationaux, est un obstacle qui dénature l'authenticité du développement du prolétariat. La pratique historique enseigne que la dépendance limite et déforme alors que l'autogestion libre, permet le libre jeu de toutes les forces contenues dans le sujet humain, rendant possible son développement en concordance avec les autres hommes et la Nature, pour cesser d'être un objet qui obéit, un objet qui fait ce que les autres veulent qu'ils fassent, pour commencer à être, non plus un simple objet mais un sujet propre, son propre créateur.

Le chemin est si long au regard de la grandeur extrême du projet et en d'autres occasions nous vous informerons de la manière dont nous commençons à entreprendre cette tâche.